

**Commission:** Agenda pour la paix au Moyen-Orient

**Problématique:** Comment les États membres de l'Union Européenne peuvent-ils peser dans la sortie des conflits au Moyen-Orient et être les initiateurs d'un Agenda pour une Paix durable et une coopération régionale pérenne?

**Auteur:** Royaume de Belgique

Le Royaume de Belgique est un pays démocratique localisé en Europe occidentale abritant 11,5 millions d'habitants et qui s'étend sur une superficie de 30 000 km<sup>2</sup>. Elle est la 23<sup>e</sup> économie du monde par Produit Interieur Brut et l'un des pays au développement humain les plus élevés du globe, le positionnant au 14<sup>e</sup> rang international d'IDH (Indice de Développement Humain) grâce à son score enviable de 0,931.

Selon les RN - Statistics Belgium, DEMO / UCL, en 2015, près de 100 000 personnes provenant d'Asie occidentale vivaient en Belgique, population étrangère et population devenue belge comprises. Cela représente près de 1% des habitants et 8% de l'immigration dans le territoire belge, dont les deux tiers sont occupés par la Syrie, l'Afghanistan et l'Inde. Ceci qui catalogue la Belgique comme un pays sur lequel la croissante instabilité du Moyen-Orient a des répercussions démographiques considérables. La paix et la sécurité de la Belgique est aussi menacée par le déséquilibre politique des états islamiques de par les attaques terroristes qu'elle a subi comme ceux du 22 mars 2016 de Bruxelles ou l'attentat meurtrier du 18 janvier 2008 contre des touristes belges au sud du Yémen, où deux de nos compatriotes ainsi que 2 yéménites furent tués. L'éradication de cette organisation terroriste demeure dès lors une priorité pour elle.

La Belgique reste convaincue que la mesure définitive pour instaurer une fin durable au conflit syrien doit être diplomatique et politique et non pas par la force. C'est pourquoi elle accompagne l'Union européenne, dans les efforts de l'ONU afin de mener à bien le processus politique, elle a même utilisé sa position de membre non permanent du Conseil de sécurité de l'ONU pour défendre les droits des civils syriens avec l'Allemagne et le Qatar. Les deux conflits majeurs sont la guerre civile syrienne, celui yéménite et les tensions entre Israël et Palestine. Du côté de la Syrie, l'Ambassade de Belgique à Damas est fermée depuis le 30 mars 2012. Les compétences consulaires ayant été reprises par l'Ambassade de Belgique à Beyrouth. En ce qui concerne le Yémen, notre gouvernement déconseille très fortement de visiter le pays à cause des « violences quasi-quotidiennes dans le pays ainsi que l'énorme quantité d'armes présente dans cette société tribale ».

À court terme, la Belgique continuera de s'investir afin de couvrir le plus possible les besoins humanitaires des syriens. En 2019, la contribution belge totale s'élevait à 169,8 millions d'euros, dont 25,4 millions pour la crise de la région syrienne. Malgré la situation critique du Yémen, le pays demeure un important récepteur de flux de migration provenant de la corne africaine. Ainsi, Djibouti et le Yémen se retrouvent à échanger des migrants, les uns fuyant la pauvreté africaine et les autres fuyant la guerre « Nous sommes partis à cause des bombardements et de la guerre autour de nous. [...] Nous avons dû fuir pour survivre. Il nous était impossible de vivre dans un tel chaos. » Hassan, pêcheur de 26 ans, qui a fui le village de Qataba (district d'Al Khawkhah). Les forces armées belges ont également été engagées deux fois en Irak et en Syrie, en 2014 et en 2017, et viennent d'y être redéployées début octobre 2020 pour une période d'un an dans le cadre de l'OIR (L'opération Inherent Resolve).

En définitive, la Belgique est un pays fortement impacté par l'instabilité politique du Moyen-Orient autant démographiquement que étiquement et au niveau de sa sécurité. Elle participe dans plusieurs actions diplomatiques internationales comme l'OIR et très souvent aux côtés de l'Union Européenne et de l'ONU afin d'obtenir l'apaisement des tensions arabes et d'étendre la démocratie du monde nécessaires au développement social, économique, culturel, et politique de cette région.